

La ville dans la presse régionale quotidienne ¹

Jean-François Tétu

Si, depuis une quinzaine d'années, la plupart des problèmes que rencontre la société (emploi, sécurité, environnement) semblent être focalisés sur le développement des villes, particulièrement des grandes villes, ce n'est pas là ce qui a constitué le modèle de la P.Q.R., qui, en France, s'est pour l'essentiel développé selon un modèle rural, qui a laissé beaucoup de traces et s'est largement maintenu alors que la société qui le fondait avait disparu.

Il n'est donc pas inutile de se souvenir des origines de la presse de province, ces "affiches" et "petites affiches", "de province", qui vers la fin des années 1750 deviennent affiches "de Poitiers", "de Bourgogne" etc...avant de prendre le titre de "Journal" dans les années 1780. Cette presse, issue des annonces qui en font tout le contenu au départ, se nourrit peu à peu de "correspondances", orchestrées par le directeur du journal, dont l'activité essentielle consiste à stimuler, trier, et faire circuler ces "correspondances". De quoi s'agit-il là dedans ? Pour l'essentiel, de deux composantes qui semblent orientées vers deux directions opposées du temps. L'une, constante, est relative au patrimoine, culturel, historique, des localités ; l'histoire du lieu, de ses monuments, de ses traditions et souvent de ses noms, constitue une première saisie de la spécificité du territoire, et fait de ce journal naissant le gardien et le diffuseur de l'histoire locale. L'autre composante, tout entière pénétrée des espoirs des physiocrates et des idéaux de l'encyclopédie, est consacrée à la connaissance rationnelle de l'environnement et aux progrès de la société : on y trouve à peu près tout ce qui passionne l'esprit du temps : les observations météorologiques précises (on pense alors que le climat et ses variations ont une importance décisive sur la santé), les types de culture ou d'engrais qui permettent d'améliorer la production des biens (pour une bonne part des physiocrates, seule l'agriculture est productrice de "biens") et tout ce qui, notamment en matière de moyens de communication, est susceptible d'apporter

¹ Paru dans *Ville et information*, sous la direction de J.-F. Tétu, *Les Chemins de la recherche* n° 3 (Lyon : PPSH), 1995, p. 37-54.

un progrès social, à la fois par la connaissance de la nature (la météorologie est d'abord mesure), l'accroissement et le partage des richesses. Ce mouvement puissant vers la libre circulation des biens, mouvement soutenu par l'élite économique de la société, et dont on sait le poids quelques années plus tard, aux débuts de la révolution, dans l'abolition de tout ce qui restreignait ou pénalisait cette circulation, tout autant que dans l'établissement d'un système unique et rationnel de poids et mesures, a trouvé dans la presse naissante un instrument de diffusion exceptionnel. On estime actuellement à un demi-million le nombre des lecteurs de cette presse ancienne ; c'était assez pour soutenir un large mouvement d'idées, et le changement de société à venir.

La ville est alors commerçante et artisanale et, dans les grandes villes du moins, l'insalubrité reste telle que sa croissance démographique est négative et que sa population ne se maintient en équilibre que par un apport constant de nouveaux habitants. La vitalité de la société, et son devenir, sont portés non par la ville, mais par la transformation de la vie rurale dont la presse est porte parole.

De ce rapide rappel, on peut retenir trois points majeurs pour la compréhension de cette presse :

- l'articulation initiale entre annonce et information, alors que l'annonce, totalement absente de la presse politique à ses débuts, ne s'y développera vraiment que beaucoup plus tard, tout au long des 19^e et 20^e siècles, et selon une logique très différente.
- l'insistance sur l'histoire locale dans la construction de l'"image" ou de la personnalité du lieu.
- l'orientation délibérément "moderniste", "progressiste" de la plupart des contenus, destinés à l'élite locale, curés, robins, hobereaux soucieux d'amélioration des cultures.

Or cette presse, indiscutablement locale, quoiqu'elle soit, dès le départ, constituée en réseau national, du fait du privilège royal notamment, s'est complètement transformée au cours des deux derniers siècles tout en conservant les trois traits de ses origines. Les principales transformations furent les suivantes :

- la démocratie par représentation introduisait à tous les niveaux (commune, canton, département) une vie politique locale dont la présence devint indispensable aux journaux. Le développement des moyens de transmission et celui des agences parisiennes dans la seconde moitié du 19^e siècle a fait que cette presse locale s'est ouverte aussi à l'information politique extra-locale (nationale ou internationale). Ce mouvement de grande ampleur fut achevé avec la réorganisation de l'agence Havas après 1945 et garantit à toute cette presse une information "générale" de bien meilleure qualité. Cette "politisation" des contenus s'est accentuée récemment,

depuis 1982, par la dévolution aux régions, départements et communes d'une partie des attributions de l'état.

- l'alphabétisation généralisée de la population fait de cette presse, à la fin du 19^e siècle, un mode d'information destiné à toute la population, et non plus à ses seuls notables. Si bien que la fonction "identitaire" de la "locale" s'y trouve prodigieusement renforcée en même temps que le souci de s'adresser à toute la population interdit à l'information "politique" d'y être partisane.
- l'explosion de la vie associative fait du journal local l'acteur essentiel de "publicisation" de cette vie sociale et son relais indispensable.

Mais tout cela s'est produit dans le cadre d'une France majoritairement rurale jusque vers 1950 ; et, lorsque l'exode rural eut produit l'accroissement urbain que nous savons, la presse locale - ou régionale - n'a pas modifié fondamentalement son mode de perception de la vie locale, et a tenté de calquer l'information urbaine sur l'information rurale précédente. Ainsi, par exemple, l'arrondissement, dans les grandes villes, ou le "quartier" viennent-ils se substituer, dans les éditions urbaines, à la distribution politico administrative des cantons et communes, avec le même système de "correspondants" hérité du modèle rural. Cela présente l'inconvénient majeur de conserver largement un modèle inapte à saisir la mutation de la société que la "crise des villes" exprime dramatiquement. Si on peut considérer que la "locale" est faite d'événements d'une localité, exprimée par des journalistes de la même localité pour un public de cette localité, le dispositif de cette presse l'oriente fatalement vers ce qui exprime la forme ancienne du rapport à la localité, et non pas à sa mutation. C'est ce que montre la nature des rubriques et leur évolution.

Au début du siècle, la presse régionale, du moins celle qui était assez importante pour disposer d'un bureau parisien, commençait par un "service télégraphique" où l'on trouvait, souvent pêle-mêle, l'essentiel de la vie politique nationale et internationale. Ensuite, et de façon irrégulière, le journal se poursuivait par les contenus relatifs aux départements (rubrique vouée à des contenus politiques), et enfin des rubriques thématiques (sports par exemple) qui se sont mises à proliférer dans le premier quart du siècle. Après la première guerre mondiale, une sorte de modèle canonique semblait s'imposer : les informations relatives à la ville centre de l'édition, distinctes des "informations générales" par où le journal commençait, étaient suivies des informations portant sur l'environnement géographique immédiat, classées par canton et communes. On mesure ici l'importance du modèle rural d'information, fondé sur les divisions politico-administratives (département-canton-commune) qui permettait à la

fois un repérage géographique des informations et une structuration du lieu fondé sur les divisions politiques de la nation.

Ce modèle a été affecté par la croissance urbaine de la seconde moitié du siècle, mais la création de nouvelles collectivités (la Région, en 1954) a peu perturbé, au départ, la presse régionale ou départementale dont les éditions multiples couvrent une aire géographique inférieure, généralement liée aux circonscriptions électorales. De façon générale, pourtant, un nouveau modèle s'est généralisé avec les divisions suivantes : informations générales, en titre ou en fin de journal, pages régionales, départementales, urbaines, suivies des autres cantons et communes. A cela s'ajoute partout des pages thématiques, dont l'extension est très variable selon les journaux (les pages Agriculture et Marine dans Ouest-France, par exemple, sont à peu près sans équivalent alors qu'on trouve partout les pages sportives, les spectacles ou la radio-télévision).

Mais ce découpage, depuis 1982, ne permet pas vraiment de rendre compte de l'espace urbain même si les compétences des collectivités locales et territoriales peuvent s'insérer sans trop de difficultés dans le cadre ancien. Pour une raison très simple : la perception directe, locale, que chacun a de ce qui le concerne ou l'entoure ne correspond pas forcément au "bon niveau" de décision, dont le journal fait son information ; chacun sait, par exemple, que l'école primaire est du ressort de la commune, le lycée du département, et l'université de la région, mais cet éclatement des compétences -et donc de l'information est susceptible de perturber complètement la possibilité de représentation d'un lieu où tout se trouve mêlé.

Les journaux qui, depuis toujours, ont fait des institutions politico-administratives le cadre de saisie et d'élaboration de l'information ont donc éprouvé une énorme difficulté à concilier la forme actuelle des villes et de l'activité de la population avec les institutions actuelles, cherchant régulièrement de nouveaux systèmes de rubricages, propres à rendre compte de l'actualité tout en maintenant l'apparence d'une proximité dont on sait l'importance pour le lecteur. Difficulté d'autant plus nette que, du fait de la croissance des villes, la proximité "thématique" du lecteur ne s'accorde pas forcément avec la proximité géographique.

Pour ne prendre qu'un exemple, à la une du Progrès, à Lyon, le 19.02.94, on trouve, outre les informations nationales et internationales, trois annonces sur des faits "régionaux" (un nuage toxique dans une localité de la vallée du Rhône ; des mesures

anti-bruit dans des cantines scolaires étrangères au département ; 22 communes reconnues victimes de catastrophes naturelles), 1 annonce "départementale" (cour d'Assises), 2 annonces sur des clubs sportifs de la ville de Lyon (en basket-ball et en football). Nul artifice typographique ne désigne l'appartenance de ces informations à un territoire administrativement et géographiquement distinct, alors que la suite de ces informations se trouve dans des pages différenciées par des rubriques géographiques ou thématiques. Mais on voit bien, dans l'usage d'exclure de la "une" l'indication des rubriques à quel point l'indication de l'appartenance à un territoire est périlleuse : à quel espace appartient une compétition sportive ?

Cet exemple montre bien l'intérêt d'une organisation thématique qui vienne s'ajouter à une organisation territoriale. Mais l'unité du lieu disparaît. Alors , que faire ?

La tendance la plus manifeste actuellement dans la plupart des journaux des grandes villes repose sur un double phénomène de délocalisation d'une très grande part des contenus et de relocalisation ou de surlocalisation de la vie "micro-locale", vie associative par exemple. Ainsi, dans le même Progrès de Lyon , les pages "région" se sont multipliées, au détriment de ce qui apparaissait naguère encore comme "département" ou "Lyon", et comportent de façon systématique des rubriques thématiques (santé, politique, économie) ou événementielles. On y trouve désormais l'essentiel de l'information culturelle ou du moins, comme on verra plus loin, tout ce qui dans la "culture" est distinct du "socio-culturel". De façon très significative, on y trouve aussi le carnet du jour, alors même que son contenu, des naissances aux décès, est traditionnellement ultra-local.

Bref, le phénomène de délocalisation se trouve affirmé, soit par l'assimilation de ce qui concerne une "métropole" à la "Région" (mais, comme les autres pôles essentiels de la même Région n'y sont pas également représentés, la régionalisation y est un artifice), soit par l'introduction systématique d'une thématique qui, en fragmentant les différents niveaux de saisie du monde naturel, traduit l'ensemble local en une série de questions (aménagement, justice, santé, etc....) qui scindent inévitablement l'unité du lieu et n'autorisent pas de représentation des interactions qui régissent la vie sociale. De là viennent souvent les insatisfactions de nombreux lecteurs qui n'y trouvent pas les références qu'ils attendent.

A l'autre pôle, on trouve une localisation extrêmement forte de micro-phénomènes locaux. Le classement des informations y est variable d'un journal à l'autre mais on

trouve à peu près partout les mêmes principes de classement, et les mêmes modes d'écriture qui constituent la particularité de la presse régionale : multiplicité d'articles brefs abondamment illustrés par la photographie des participants à l'événement considéré, histoire du jour (bonheurs et malheurs de la vie quotidienne), portraits (où s'illustrent les valeurs traditionnelles de la solidarité ou du maintien d'anciens savoir-faire), rendez-vous (activités socio-culturelles), rois ou reines d'un jour (noces d'or, distinctions, départs à la retraite), etc. Les variations d'un journal à l'autre portent sur l'usage plus ou moins important fait des ensembles thématiques, ou des variations dans la désignation des lieux, où le nom de l'institution (arrondissement par exemple) est en concurrence avec la nomination usuelle des quartiers urbains.

Il en résulte qu'une question banale d'aménagement local peut recevoir deux types de traitement très différents, selon qu'elle se trouve dans la part régionale ou la part locale du même journal, car ce ne sont pas les mêmes journalistes qui les écrivent et avec des objectifs fortement distincts : dans la locale, la rénovation sera perçue sous l'angle de l'embellissement visible et de la satisfaction des habitants (mais aussi bien la gêne temporaire due aux travaux), alors que, insérée dans les pages régionales, elle sera perçue par exemple comme moyen d'une restructuration économique, ou signe d'une décision politique.

Il apparaît donc que la ville, en tant que telle, n'est pas vraiment un objet d'information dans la PQR, contrairement à ce qui se produit dans la presse des collectivités locales ou encore dans les fréquents suppléments de magazines qui en donnent selon les cas, une vision économique ou touristique-culturelle.

Ainsi, alors que la ville peut être, dans la presse des collectivités, une construction de l'élus (pour ne pas parler du géographe, du sociologue ou du sémiologue, ou, encore de l'urbaniste), elle n'est pas une construction du journaliste, elle échappe, en tant que telle, à son modèle de représentation. Qu'il s'agisse donc de la banlieue, du centre-ville ou de leurs rapports, ce n'est pas là le véritable objet du journaliste. La micro-locale, traitée par des correspondants de quartier, est un kaléidoscope de micro milieux et de micro événements ; et les journalistes du siège ou des agences décentralisées portent généralement leur attention sur les institutions et les manifestations d'un ensemble plus vaste.

Il n'y a donc pas actuellement de représentation globale de l'agglomération, qu'il s'agisse de la saisir comme territoire, ou comme lieu d'interaction d'acteurs sociaux, ou

encore comme ensemble construit signifiant. Par exemple, dans l'édition du centre ville du Progrès, de Lyon, à peu près toutes les banlieues, c'est à dire aussi bien l'ouest largement résidentiel, que l'est, d'habitat populaire, sont absentes de façon générale. Elles n'apparaissent vraiment que lorsque des "événements" (par exemple les crises violentes des Minguettes en 1981 ou de Vaux en Velin en 1991) viennent focaliser toute l'attention. L'explosion ponctuelle de tel ou tel phénomène (violents affrontements par exemple) y est donc à priori incompréhensible.

A cela s'ajoute le fait que le journal paraît ne pouvoir rendre compte de la dimension visible des choses (la fête de l'association, mais pas le travail de ses membres, par exemple) et ne tient guère compte des modifications lentes et plus souterraines qui les transforment : le journal les abandonne au sociologue, aux travailleurs sociaux ou aux universitaires. On retrouve ici une constante de l'information journalistique qui lui fait toujours préférer l'événement au processus. Mais la ville, pourrait-on dire, n'est pas autre chose qu'un processus d'interactions constantes des acteurs politiques, économiques et sociaux, et ce n'est qu'à l'occasion d'un "accident" que le journal, éventuellement, se penche sur le processus. Ainsi signalions-nous, il y a plus de 10 ans que les commerces d'alimentation de proximité avaient complètement changé en quelques années sans que les journaux semblent s'en soucier, et alors même que le mode de vie de la population s'en trouvait fortement modifiée. D'importants changements peuvent, bien entendu, faire l'objet ponctuel d'une enquête ou d'un dossier, mais cela n'entre pas dans la saisie quotidienne de l'information, à une exception près, l'aménagement et la construction, parce que non seulement, cela constitue la face la plus visible de la ville, mais aussi parce que les plans de circulation, les modifications de la voirie, etc. constituent le décor quotidien de l'habitant et une part non négligeable de l'information de service que le lecteur attend.

La PQR montre ici qu'elle a conservé largement son modèle rural en ceci qu'elle appréhende bien des groupes sociaux, mais non des acteurs sociaux, qu'elle se focalise sur le lieu (en perpétuelle rénovation ou inauguration) non sur l'espace urbain, traité ailleurs et autrement- et cela malgré une forte présence de l'histoire (cf. infra).

Si bien que pour comprendre la saisie de la ville par la PQR, il faut plutôt s'attacher au traitement de quelques uns des aspects les plus récurrents de la vie urbaine, notamment la culture, le social, et le "quartier".

La culture

La culture tient une place considérable dans la PQR par le nombre d'articles qu'elle suscite, au moins une dizaine chaque jour. (nous avons réalisé en novembre 93 une étude sur l'information culturelle à Lyon, qui portait sur un seul mois ; les trois quotidiens lyonnais avaient publiés 1067 articles, dont 396 pour le seul Progrès, soit plus d'une douzaine par jour) mais le terme de culture réunit ici des réalités bien différentes. Nous avons déjà relevé, dans une étude antérieure sur la presse et les "créations" musicales et théâtrales (in : J. F. Tétu, La presse et les créations musicales et théâtrales à Lyon, in Résonances, n°1, Lyon, 1982) que les journaux maintiennent une forte opposition constante entre la culture "cultivée", réservée aux élites, et une culture "de masse" pour le "grand public" . Mais nous voulons plutôt ici insister sur l'opposition que signalait récemment J. Palard (Lerass 31) entre les institutions (théâtre, festivals) et les services (office de tourisme), d'une part, qui sont les objets essentiels de la "politique culturelle", et, d'autre part, les activités "socio-culturelles" tournées vers l'animation et marquée par de multiples fêtes. La PQR reprend ces deux formes de culture qui correspondent à l'opposition relevée supra entre la délocalisation et la surlocalisation des contenus de ses pages. D'une part, en effet, on trouve dans des pages régionales ou thématiques la reprise du discours politique ou institutionnel sur la culture, et d'autre part, dans la micro-locale, une énorme production discursive, généralement laudative, qui repose sur le constat de l'animation socio-culturelle, et la valorisation de l'excellence des acteurs (animateurs, artistes, artisans). Mais la culture cultivée l'emporte dès qu'elle est en concurrence avec la dimension ludique, comme pour indiquer que la culture est une pièce essentielle à la stratégie éditoriale du journal. Par exemple, un grand tableau de Rubens se trouvait récemment être réinstallé au musée des beaux-arts à Lyon après sa restauration, laquelle donnait lieu à des visites commentées pendant le week-end suivant (cet épisode se trouve donc à la croisée entre la culture cultivée -Rubens-, et l'animation-la visite gratuite dominicale) ; elle fut annoncée dans les pages "Région". Ce n'est pas du tout le même type d'exposition qu'on trouve dans les pages locales ce dont on jugera sur l'exemple suivant : sur deux colonnes donc (même taille que le Rubens), sous le titre "sensations" et le sous-titre "Exposition d'Hélène Musset" une photographie (deux colonnes également), avec la légende : "l'artiste en compagnie de l'adjoint à la culture Franck

Morel" ; on aperçoit en arrière plan les peintures (aux 3/4 masquées par le visage des protagonistes)., et le texte, assez court, commence ainsi : "Pour Hélène Musset, animatrice d'un atelier de dessin (...) l'exposition de ses toiles, qui s'est terminée lundi à la mairie du huitième (arrondissement), constituait un retour aux sources. En effet, l'artiste a vécu dans cet arrondissement et s'est mariée dans cette même mairie"

Il y a donc deux faces très distinctes de la culture : d'une part la "politique culturelle", et la mise en évidence d'"événements" culturels liés à cette politique, et de l'autre la promotion de multiples activités plus ou moins marquées comme "animations", et fortement ancrées dans la micro-locale. Entre les deux, un discours propre à la presse, le discours (critique musical, théâtral, ou scientifique) semble en voie de disparition, alors même que cette dimension critique du journal fut jusqu'à une période récente un repère important dans la vie locale, et faisait du journal un acteur capital dans la vie culturelle de la cité. Alors même que la culture tient une place considérable dans l'image qu'une ville veut donner d'elle-même, le journal a tendance à perdre sa fonction critique pour ne garder que le discours institutionnel (exemple : réouverture de tel théâtre après rénovation), ou promotionnel, l'annonce des spectacles dans des pages souvent nommées "spectacles" justement, et quasiment consacrées à la seule annonce des dits spectacles.

La dichotomie entre le socio-culturel et le culturel, et la relative désaffection du discours critique sur la culture au profit d'une forte production discursive sur le socio-culturel permettent de relever trois éléments essentiels de l'image des activités socio-culturelles dans cette presse. Le premier, le plus évident, est l'affirmation des identités communautaires. Cette dimension majeure est l'héritage de la presse locale dont G.Ringlet a montré que la dimension festive est le mode majeur d'affirmation de la communauté et de son identité. Fortement marquée des activités socio-culturelles par le "rassemblement", on la retrouve également dans de multiples autres lieux pour exalter la cohérence de micro-groupes plus ou moins vastes et ouverts (la famille pour les noces d'or, l'entreprise pour un départ à la retraite, des groupes divers pour toutes les commémorations ou les distinctions). L'identité du groupe est donc le premier but visé. Un des traits les plus curieux de ces manifestations identitaires, depuis quelques décennies, est en outre la mise en valeur d'activités festives prétendues traditionnelles ou ancestrales, où un passé généralement imaginaire sert de caution à la réunion festive et aux spectacles qui l'accompagnent. Un deuxième élément, également fortement mis en avant par la presse, est que, dans l'activité socio-culturelle, l'accès à

l'art se fait par l'artisanat (de l'atelier de poterie au labo-photo, ou l'atelier vidéo des MJC et autres lieux socio-culturels). La figure spécifique de l'artisan-artiste qui hante l'imaginaire socio-culturel repose sur l'exaltation d'un "savoir-faire" comme forme populaire du savoir. La presse régionale redouble la mise en valeur de telles activités par un genre constant qui en constitue l'écho, le portrait de figures locales représentatives de cet ancrage puissant de l'art-artisanat dans le passé du groupe, mais, alors que dans le portrait, c'est l'exaltation du patrimoine culturel qui est brandie, dans les activités socio-culturelles, c'est aussi bien l'ouverture au monde moderne (vidéo par exemple) qui est visée via les savoirs-faire d'un modèle artisanal. Le troisième élément récurrent de ces articles est l'accent porté sur la dimension militante de ces activités ; il y faut en effet un animateur, un instigateur dont l'engagement est capital pour la réalisation du projet (réunions dansantes d'une résidence pour troisième âge, loisirs-découverte, etc.) ; l'accent porte ici sur le responsable de l'activité, non en tant qu'il possède une compétence (artistique en l'occurrence), mais parce que son engagement seul autorise la performance qui est l'activité commune du groupe.

Il faut signaler enfin, sur ce point, une forte différence entre la PQR et la presse des collectivités locales. Les budgets culturels des collectivités ont triplé dans la décennie 1980 : en 1990, les collectivités locales ont dépensé le double de l'Etat (22 milliards contre 11 milliards de francs), et cet accroissement très substantiel est particulièrement significatif dans les grandes villes (la part de la culture dans le budget des villes de plus de 150000 habitants dépasse 14%). Il est assez clair actuellement que la culture passe aux yeux des collectivités pour le premier indicateur de l'identité locale, et qu'elle est un élément essentiel de l'image qu'elle entend promouvoir. Les équipements culturels (tout comme, dans un autre ordre, les infrastructures de communication) ont une fonction de structuration visible de l'espace local (micro-structures ou grands équipements). Il est donc tout à fait compréhensible que la presse des collectivités insiste sans cesse sur cette structuration et sa continuité (équipements, budgets, programmes), alors que la PQR, plus sensible à l'événement, a tendance à n'en relever que l'usage discontinu dans l'espace et le temps.

Le social

La crise économique des dernières années a mis en évidence l'omniprésence de problèmes sociaux et appelé l'attention sur l'acroissement du nombre de chômeurs, de "RMistes", de personnes Sans Domicile Fixe, etc. ou sur les mesures destinées à en limiter les effets comme les accords pour le développement social des quartiers (DSQ). La presse accorde donc au "social" une place considérable sous trois formes principales: la reprise en bonne place du discours des élus ou des spécialistes du travail social, l'activité des associations à finalité sociale, et les multiples portraits de figures locales qui doivent au "social" leur notoriété. Là encore, il existe une forte spécialisation des pages du journal avec un ancrage résolument local des activités associatives et de leurs figures de proue.

Le thème majeur de la vision du "social" dans la presse est celui de la solidarité, perçue comme forme éminente ou archétypale du lien social, et, au fond, de l'excellence de la vie locale et des groupes locaux où cette solidarité peut s'exercer. La solidarité apparaît ici comme le lien social lui-même. Sur ce point, le discours de la presse semble très proche actuellement du discours politique dont il s'inspire largement. Comme le remarquait récemment Alain Marchand (*Le social saisi par le discours politique*, in : *Cahiers du Lerass*, n°31, 1994, p. 23), les problèmes sociaux indiquent "une fracture entre l'économique et le politique ", et "ce dernier cherche à le nier , ou le sublime dans la notion de solidarité". L'information locale, dont une fonction majeure est de permettre l'intégration de l'individu dans le groupe social proche se trouve ici rejoindre l'attitude des élus dans leur volonté d'occulter les brisures de la société. Pour cette raison, elle est ici très proche, à certains égards, de la presse des collectivités, en particulier lorsque, comme cette dernière, elle brandit les figures valorisantes qui, pour reprendre encore une analyse d'A. Marchand, "renvoie dans l'ordre de l'opacité les fractures du social". Mais la PQR, attentive aux mouvements des groupes, sait fort bien aussi rendre compte de mouvements sociaux lorsqu'ils semblent portés par la recherche ou l'affirmation de la solidarité. C'est ainsi qu'il faut comprendre que la couverture du mouvement lycéen et étudiant contre le "contrat d'insertion professionnelle (CIP), en 1994, ait été très attentive aux revendications des jeunes : derrière quelques bris de vitrines et quelques incidents marginaux, la PQR avait généralement fort bien perçu dans ce mouvement une véritable aspiration à la solidarité, assez éloignée du combat

politique. C'est au fond la même attitude, quasiment réflexe, qui pousse l'ensemble des médias à faire un accueil très favorable à toute entreprise "humanitaire" où le groupe social peut se saisir dans le spectacle de sa propre solidarité (téléthon).

Cependant, et pour la simple raison que le journaliste ne parle généralement pas de lui-même, mais à partir du discours d'acteurs sociaux, le choix que fait le journal de ces discours "primaires", pris comme source, font du social une catégorie balisée par le choix des types d'individus que le "social" semble ici privilégier : les jeunes, les personnes âgées, et les handicapés. On voit qu'en ne figurent ici ni les immigrés ni les "nouveaux pauvres" qu'on retrouvera un peu plus loin. Le choix des jeunes, des vieux et des handicapés est directement dicté par les discours des éducateurs, animateurs, militants ou travailleurs sociaux qui se sont constitués autour de ces trois ensembles. L'exclusion (en tant que mal social absolu, dont la solidarité constitue l'antidote), ne fait pas l'objet d'un discours direct dans la presse régionale (au contraire de ce qui se passe dans des publications récentes comme Macadam ou Réverbère, écrites par des SDF autour de leur propre expérience), mais d'un double traitement indirect. ; d'abord une reprise des points de vue des travailleurs sociaux, professionnels ou militants, et ensuite, sous une toute autre forme, celle du fait divers, la dangerosité des conséquences de l'exclusion. Ainsi, une délinquance ostentatoire (explosion des banlieues) resurgit-elle actuellement régulièrement dans le fait divers, sans que l'existence même de l'exclusion ou de l'exclu puisse être saisie autrement que sous le regard clinique des spécialistes du social. Le fait que l'exclusion fasse retour sous forme de délinquance montre que ce n'est pas l'exclu ni le délinquant qui intéresse le journal, mais le groupe social lui-même et sa sécurité, qui se trouvent ici ou là perturbés.

En dehors donc du fait divers, la PQR se trouve très proche de la presse des collectivités parce que cette dernière lui a emprunté, et pour cause, le mimétisme usuel dans la presse par rapport au discours politique. Du discours des élus, donc, elle reprend deux thèmes fréquents : l'affirmation d'une solidarité affichée qui occulte l'exclusion, et l'affirmation d'une solidarité à retrouver. Elle y ajoute le discours du travailleur social ou plutôt un discours sur le travail social, beaucoup plus affirmé que montré ou analysé.

On peut donc dire, comme le fait A. Marchand de la presse des collectivités, qu'il s'agit là d'un discours "effaceur" qui gomme les ruptures et les fractures du social au nom des groupes constitués.

Mais on doit remarquer aussi dans les pages locales une triple absence qui renvoie à ce que nous disions plus haut des formes de l'exclusion, l'absence des "nouveaux pauvres", des chômeurs, et des immigrés. L'immigré, archi-présent dans le discours politique et l'information nationale, est absent de la PQR, comme il l'est de la presse des collectivités (où il est systématiquement occulté par la mention du nom de l'habitant, sauf, encore une fois, dans le fait divers. Le chômage est au coeur du discours politique, mais il n'a pas de place dans l'information locale, sinon par présupposition dans l'annonce des suppressions d'emploi dans les entreprises, et enfin, la "nouvelle pauvreté" reste invisible, sauf lorsque, chaque hiver, on s'étonne qu'on puisse encore en France mourir de froid.

En fin de compte, le traitement du "social" est un bon indicateur de la représentation des lieux de la ville, parcequ'il fait apparaître dans les villes actuelles une tri-partition. Il y a les quartiers "chauds" où les problèmes sociaux sont omniprésents, mais circonscrits aux quartiers en question : ceux-là ont l'exclusivité des DSQ, et l'apanage de l'exclusion reconnue comme une marque d'identité, admise autant que la délinquance ordinaire qui semble une quasi-fatalité. A l'opposé, on trouve les quartiers résidentiels, récents, sans histoire locale apparente ou vraiment marquée, qui sont à peu près totalement absents de l'information, sauf pour des questions assez secondaires, comme l'aménagement de nouveaux réseaux de transport, ou de petits dossiers épisodiques (les allergies dues à l'ambrosie qui prolifère dans de nouveaux lotissements). Enfin les quartiers du centre ville, d'identité ancienne ou très ancienne, qui sont fertiles en réseaux associatifs de tous ordres ; ce sont eux qui font l'objet de la plus constante attention du journal parce que ces réseaux et leurs activités sont l'occasion du renouveau permanent des micro-notabilités. Ainsi peut-on dire que la solidarité, affichée comme valeur fondamentale, sert avant tout à marquer l'existence de groupes où la solidarité est un objectif où s'illustrent des individus "notables".

On voit ici à l'oeuvre certains modes usuels d'écriture de la PQR qui méritent d'être relevés. D'abord, l'existence d'un nom propre dans le titre qui produit l'effet de référence ou plus exactement un effet d'anaphore qui renvoie le groupe social des lecteurs à l'existence hors journal d'un membre du groupe que le groupe est censé

désormais connaître. Ensuite, l'usage systématique de groupes nominaux ("départ à la retraite de X") où l'absence de verbe permet une achronisation de l'événement qui affirme son caractère itératif ; en somme ce processus de désignation régulier indique que celui (le notable) qui vit un événement ponctuel dans sa vie individuelle confirme une structure stable de la société (le modèle pouvait être "soixante ans au service de .."). Cette notabilisation (on trouve le même phénomène dans les activités culturelles) est un processus cognitif opéré par le journal sur deux modèles : x a opéré une performance (transformation d'un état) ; x continue à...(permanence de la compétence) ; dans les deux cas, c'est la compétence, valorisée socialement qui est en jeu. On peut donc chercher à établir un inventaire des valeurs qui constituent cette compétence. Au premier chef, on trouve le travail, et au deuxième rang des occasions de notabilisation, le couple où se lit la stabilité de la famille comme institution. La combinaison la plus valorisée est celle qui associe les valeurs individuelles (le courage) et les valeurs sociales (le dévouement). Enfin, si la dimension temporelle est toujours marquée (il faut du temps pour acquérir une compétence sociale notable), le futur est toujours présenté comme continuité et non changement, et le notable est toujours situé dans un corps social constitué depuis longtemps. En voilà assez pour signaler que le but recherché est encore une fois la stabilité du groupe social garantie par la continuité.

Les quartiers

Il est impossible désormais de ne pas tenir compte de l'information relative aux quartiers qui a tenu une place importante dans l'histoire récente de la PQR. C'est au début des années 80 en effet qu'un peu partout en France les journaux ont tenté de développer une information de proximité urbaine, sur la base de ce qui semblait alors constituer le lieu de vie le plus accessible à la représentation, le quartier. Il faut dire que les décennies précédentes avaient vu naître ici et là mille et un "comités" de quartier, dont le but était ici la "renaissance" et là la "défense" de tel ou tel aspect patrimonial ou social du quartier concerné par la très vive explosion immobilière. A coup sûr, le quartier semblait propice à la recherche d'une unité sensible et à la production d'images identitaires (on a vu par exemple fleurir des petites rubriques où la photographie et le dessin d'immeubles emblématiques du quartier fonctionnaient comme autant de logotypes). Cette volonté de trouver la base d'une nouvelle information de proximité (et aussi d'attirer une publicité micro-locale qui se

développait dans les journaux d'annonces gratuits) a contribué par un effet pervers à la déstructuration de l'information urbaine de plus d'un quotidien. Avant cette période en effet, la ville n'était que fort peu directement prise pour objet ; et le quartier (les "pages-quartier") a produit une fausse structuration de l'information parce qu'il a conduit à un éclatement des hiérarchies et des lieux de l'information. Par exemple, s'il semble légitime de valoriser tel quartier en lui rattachant une information sur le centre dramatique national qui s'y trouve implanté, c'est aussi occulter le fait que le public dudit centre est majoritairement étranger au quartier en question et que ce centre est un instrument de structuration de l'ensemble de la vie culturelle urbaine, bien plus que du seul quartier. On a donc vu les journaux hésiter légitimement sur les stratégies à adopter, qui ont conduit à un abandon assez général du quartier comme rubrique importante, mais à son maintien comme cadre privilégié de l'information sur les aménagements et réaménagements constants, ainsi, comme on l'a vu, que les activités socio-culturelles.

Le quartier en tout cas pose une véritable question en matière d'information, et le dérapage fréquent du journal qui n'y a vu souvent que l'occasion de produire une information toute issue de l'imaginaire rural (le quartier comme petit village au sein de la ville) est au fond très révélateur de l'incapacité des journaux à construire une information urbaine adéquate au fonctionnement actuel des villes et de leurs habitants.

Qu'est-ce en effet que le quartier ? Une réalité fonctionnelle, un univers social, une pure représentation, un espace vécu ? Pour les géographes, et beaucoup d'autres, c'est une division administrative, parfois une forme engendrée par les accidents de la topographie ou de l'histoire : paroisses anciennes, faubourg, vieille cité, etc., toutes choses qui n'ont plus actuellement d'existence fonctionnelle pour les habitants. Si bien que le quartier est plus une image qu'une réalité, ou plutôt, c'est un espace déjà représenté, et donc intelligible pour la collectivité. Le quartier fonctionne ainsi comme une superstructure construite dans le champ psycho-sociologique de l'individu, mais aussi dans le champ technique de l'aménageur. Le journal a cru pouvoir en faire un bon niveau d'information et a largement échoué, pourquoi ?

Il existe un hiatus parfois considérable entre la socialité réelle et la représentation de la vie sociale, que le journal, obsédé par la "proximité" dont il fait un impératif catégorique, n'a pas su voir. Les rapports sociaux en effet obéissent davantage à la logique des réseaux de sociabilité qu'au déterminisme de la proximité spatiale. On a

beau savoir, comme les sociologues l'ont montré, que l'habitant des grandes villes suit toujours les mêmes parcours et que son périmètre est extrêmement limité, ce ne sont pas les mêmes réseaux ni les mêmes périmètres que parcourent les habitants pourtant voisins. Le quartier reste une unité locale mal définie et la proximité spatiale ne crée pas spontanément un groupe social. L'unité du quartier était donc une fausse bonne idée, elle disposait de tous les éléments apparents d'identité sociale et d'éléments tout prêts de représentation, mais l'essentiel de la vie urbaine, en fait, lui échappe.

Toute la question du quartier est liée à l'aménagement des trente dernières années : l'aménageur urbaniste raisonne en termes de quartiers objectivés alors que la vie sociale fonctionne sur d'autres bases territoriales. Le quartier apparaît donc comme pur artefact dans ses deux formes les plus nettes : le quartier ancien restauré, et le quartier moderne structuré autour de services et de lieux d'échanges. En fait, la stimulation de l'imaginaire du quartier repose sur le dépérissement du quartier vécu : le quartier "démocratie" à Vénissieux où se trouvent les 10 fameuses tours des Minguettes constitue encore un repère imaginaire alors que ces tours sont murées depuis dix ans avec leurs centaines d'appartements vides ; dans un autre ordre, les édifices culturels (églises, cathédrales) dont nos villes sont abondamment pourvues ont fait l'objet de restaurations souvent admirables et leurs éclairages en font un repère visible dans l'espace urbain alors que leurs fidèles ont disparu.

Le traitement que la PQR a fait des quartiers a eu deux effets distincts. Il a tenté, sans véritable succès de ruraliser la ville autour de fonctions très limitées comme la fonction commerçante, et l'animation socio-culturelle. Il a en revanche puissamment contribué à muséographier le centre-ville ou du moins certaines de ses parties, ce qui est un aspect majeur des villes anciennes actuellement

Le patrimoine

Le traitement du patrimoine urbain, qui tient une place considérable dans la presse des collectivités, n'est pas absent, tant s'en faut, dans la PQR, qui amplifie le mouvement général de la société, en relayant systématiquement le parti pris des aménageurs, élus et urbanistes, tout en soulignant régulièrement les perturbations qu'entraîne le réaménagement des rues piétonnes par exemple. La tendance actuelle semble muséographier le centre des villes dans une perspective de conservation patrimoniale,

et s'exprime très nettement dans les icônes qui, à l'entrée des villes en signalent l'intérêt touristique et historique.

Or les formes de l'échange dans les villes actuelles font éclater les références au patrimoine restauré pour en faire comme un décor ou un spectacle permanent. Une ville ne vit vraiment que de la confrontation permanente des cultures, ce qui produit un syncrétisme culturel et social dont l'ampleur est le signe même de la vitalité de la ville.

Le courant actuel, qui s'est imposé après une période (années 50 et 60) d'aménagement urbain "sauvage" produit une gestion et une mise en valeur du patrimoine qui semble constituer comme un "faux témoignage " (voir sur ce point Henri Pierre Jeudy, *La ville comme métaphore. Les marques identitaires de l'image*, in Cahiers du Lerass, n°30, 1993, pp.133sq.). Il s'agit de faire des "hauts lieux " de la ville (églises illuminées, vieilles fortifications, etc.) un véritable réseau de signes qui ne renvoient plus qu'au spectacle de la ville, et en donnent une représentation purement spéculaire : ces signes ou ces simulacres sont bien entendu séparés de la transformation actuelle des cultures . Cela produit, à côté des échanges de la vie quotidienne, une ville "muséographiée" : il n'y a aucun rapport entre les illuminations rituelles de Lyon, le 8 décembre, qui ont servi de point de départ à une illumination nocturne désormais constante, et les interactions culturelles dont elles ne constituent qu'un décor. La consécration muséale des villes est certes tout à fait intéressante, et contribue à la "qualité de la vie", mais sur une référence patrimoniale qui ne doit rien au fonctionnement réel de la ville contemporaine. Les zones piétonnes, dont on sait maintenant l'effet stimulant pour le commerce, ont contribué de la même façon à la mise en visibilité du centre des villes et font partie de cette muséographie qui renvoie à l'histoire et produit une sorte de conservation symbolique. Les facades et trottoirs désormais propres, les éclairages des monuments, semblent attester du maintien des traditions et consacrent une unité factice. En effet, dans l'unité spatiale que constitue ce centre muséographié, les temps hétérogènes du passé sont miraculeusement unifiés .

Le discours des élus insiste beaucoup sur l'effet identitaire qu'aurait l'unité du centre, rendue visible par ses zones piétonnes et la mise en valeur des monuments. Cela n'est pas sûr, car l'unité signifiée à l'issue d'un tel traitement se réalise par le brandissement d'une seule fonction (les services commerciaux),.

Certes, on sait la part que prennent les origines dans la constitution de toute identité, mais il semble qu'on assiste actuellement à une insistance considérable sur l'invocation ou la convocation de cette origine dans la vogue récente de brandissement de l'identité des collectivités, et ce qu'on nomme un peu abusivement "marketing territorial". H.P.Jeudy a fort bien montré que le même phénomène se retrouve dans les espaces périphériques qui cherchent à produire leur "effet de centre", soit par la réhabilitation d'un ancien monument qui deviendra le repère majeur, quelle que soit la nature, initiale, de ce monument, soit par la construction d'un lieu "hypermoderne" susceptible de servir de modèle architectural pour l'avenir. Dans tous les cas, l'unité doit se signifier comme originaire, et elle n'est perceptible que si elle produit publiquement l'image d'elle-même. À la limite, peu importe qu'Avignon se signifie par le Palais des Papes ou le pont interrompu, Reims par ses cypto portiques, sa cathédrale ou Saint Rémi, Lyon par Fourvière, son amphithéâtre ou la tour du Crédit Lyonnais, l'image doit fonctionner comme sigle ou logotype. C'est pourquoi au fond toutes ces icônes se ressemblent étrangement. La singularité prétendue n'est qu'une façon d'être comme les autres, tout comme les villes se disent chacune au "centre" de quelque chose.

Le journal, qui a depuis longtemps anticipé sur les pratiques actuelles des collectivités puisque l'invocation de l'histoire, comme nous l'avons dit plus haut, est présente dès ses débuts, renforce ce mouvement parce qu'il lui est plus facile de montrer l'espace construit que les réseaux sociaux ou les interactions sociales, et que la moindre des éléments de restauration lui est un prétexte facile pour tenter de mettre en évidence l'identité du lieu et la communauté historique des groupes qui ont "fait" la ville. Nous n'en prendrons qu'un exemple, emprunté à une ville moyenne, Reims, et à son journal, *L'Union*, au moment des fouilles des trois dernières années.²

La perspective choisie par le journal consiste à rapprocher le passé du présent par la médiation des archéologues dont les fouilles mettent au jour le passé inconnu. Le passé découvert apparaît donc comme événement et autorise un double récit, celui de la découverte et celui du passé découvert. Le but assigné aux archéologues par le journal est sans ambiguïté : " Cathédrale : les archéologues vont faire parler la terre " (03-12-93). À moins, comme on va le voir, que par une opération magique des archéologues, les fouilles parlent d'elles-mêmes : " après deux ans d'études, les fouilles (...) parlent.

² Ce cas a été développé par Rachel Crépy, dans le cadre d'un séminaire de DEA sous la direction de J-F.Tétu.

Elles racontent par bribes l'histoire d'un lotissement gallo-romain et d'un couvent de clarisses"(3-3-92).

Le premier mode d'exposition est celui de l'opposition ou plutôt de la superposition du présent au passé : "Sous les pavés de la rue de Coucy, l'Histoire"(27-01-92), énoncé qui se décline facilement : "sous le futur parking, un hypocauste gallo-romain" (31-03-93) ou encore "Place Drouet d'Erlon : sous les pavés, l'oppidum"(11-06-92). La reprise vivible d'un slogan soixante huitard indique en outre que ce surgissement de l'histoire a quelque chose de puissant pour l'imaginaire collectif comme en témoignent ces autres titres, inspirés de romans policiers : "Mélodie gallo-romaine en sous-sol"(02-02-91), "Mélodie en sous-sol pour l'histoire locale" (14-07-91), ou encore "Les mystères de la rue Gambetta" (16-06-91), où le journal se demande avec inquiétude "mais où sont passés les gaulois de Reims?). Il n'est question, dans chacun de ces articles, que de secrets à percer, de découvertes inattendues, d'énigmes nouvelles, et il s'agit, autant que faire se peut, d'aller le plus loins possible dans le passé, aux origines de l'histoire : "Sur les traces de la première ville romaine"(04-02-91).

Dans la période de fouilles, le premier acteur des articles est bien entendu l'archéologue dont le statut n'est pas très clair : est-il un savant, un inventeur, ou un médiateur avec le passé commun ? Le journal d'ailleurs accentue ce flou en mettant l'archéologue au pluriel comme pour en faire une catégorie globale, un peu abstraite. Pourtant, l'archéologue, est une figure très composite : généralement photographié penché vers son travail, il fait parler la terre, mais c'est le journaliste qui lui prête voix. Il est un érudit, en phase avec le monde contemporain (il stocke et analyse les données sur ordinateur), mais il est aussi un artisan (truelle et pinceau) qui indique ce qu'il faut voir, donne du sens à l'incompréhensible, mais ne fait pas partie de la communauté locale.

C'est bien pourquoi il est en conflit régulier avec les constructeurs. Curieusement, le promoteur (qui, dans la presse de la municipalité rémoise devient même "promoteur de l'archéologie") semble fournir un appui à l'archéologie qu'elle autorise, alors que l'archéologue, vaguement assimilé au terrassier, doit se presser pour respecter les impératifs de délai des constructeurs.

Mis le plus instructif est l'examen des enjeux de telles fouilles. En effet, l'archéologie urbaine est totalement dépendante de l'aménagement urbain. Sauf exception rarissime, et pour des raisons autres que des raisons archéologiques (glissement de

terrain, affaissement d'une chaussée, etc.), les fouilles en milieu urbain sont rd fouilles faites en urgence, sans que l'archéologue ait le choix des lieux à fouiller. Aussi lorsque, rarement, le journal publie une carte archéologique, cette carte est discontinue, pleine de ces vides que sont les terra incognita du sous sol. De très importants chantiers récents d'aménagements de parkings, à Lyon, ou de travaux ici ou là pour quelque metro ont aisni fait éclore des bribes de cartes, celles d'une place ou d'une rue, ce qui indique bien que la passé n'est ici visé que par contre-coup. Et si, d'aventure, on laisse une part de visibilité au passé dans la construction future comme un morceau de mur ancien dansle nouveau parking souterrain de la place des Terreaux, à Lyon, c'est parce que ce passé constitue une plus-value, non une signification. Le journal se fait le chantre de la découverte du passé, mais révèle par ses oublis mêmes que cette histoire est toutesanecdotique et conjoncturelle, qu'elle vise un emémoire affective, non un savoir surla passé.

Le rôle de l'archéologue est systématiquement subordonné au opérations d'aménagement, de régulation de la circulation ou de développement du tourisme. Les fouilles de la rue Gambetta, à Reims, correspondent au souhait de la municipalité d'étendre vers le Sud le centre ville, le long de la "voie des sacres" qui conduit à la basilique Saint Rémi. Elles justifient a prostériori les choix d'urbanisme que le passé légitime , mais qui ne lui doivent rien. Les fouilles toujours conduites dans une urgence exigée par le rythme des travaux de génie civil et non par leurs contraintes propres apparaissent ainsi non seulement comme un moyen de préservation du patrimoine, mais comme un mode de légitimation privilégié des grands travaux contemporains, qui tirent ainsi un profit symbolique de l'imitation d'autres "grands travaux", ceux du Louvre médiéval, par exemple.

En revanche, le journal, qui trouve dans ces fouilles un matériel tout à fait intéressant, et inédit, affirme bien son rôle de médiateur dans l'appropriation par le lecteur du passé de sa ville , passé généralement lacunaire et discontinu. Mais cette forte limite à la connaissance du passé n'est pas le fait du journaliste, qui, dans la médiation du patrimoine dont nous avons vu qu'elle est une dimension présente dans la presse régionale depuis ses débuts, joue un rôle beaucoup plus efficace que dans la représentation qu'il donne de la vie culturelle et sociale contemporaine.

L'économie

L'économie est, sans nul doute, l'objet d'information qui a connu la plus forte croissance, tant quantitative que qualitative, dans l'ensemble de la presse. Il est donc parfaitement naturel que, l'activité économique étant de plus en plus majoritairement urbaine, la presse régionale l'ait considérablement développée.³ L'information économique présente un ensemble de traits assez remarquables, parce que l'imbrication des divers niveaux de saisie de l'économie lui donne une place forcément éclatée : le lecteur du quotidien régional, travailleur d'une entreprise sur un site local, est citoyen d'une nation où le ministère de l'économie a une place capitale, la nation étant elle-même dépendante d'un jeu de forces internationales dont le lecteur est désormais tout à fait conscient. Trois traits la caractérisent en France de prime abord : la persistance d'une représentation fortement jacobine, l'ouverture internationale, et l'émergence de la Région, lieu d'une vie économique locale croissante. Le poids des informations économiques de dimension nationale (environ 50% dans tous les quotidiens de province) ne s'explique pas seulement par l'utilisation considérable de l'Agence France Presse qui n'est pas identique sur tous les thèmes, mais davantage par le fait que l'économie nationale recouvre de manière dominante l'ensemble des thématiques : l'approche nationale est dominante non seulement pour des questions où les mécanismes de régulation sont nationaux, comme les revenus, mais aussi pour des thèmes comme la vie de l'entreprise dont l'approche locale pourrait être beaucoup plus affirmée ; seul l'aménagement du territoire voit l'approche régionale et urbaine l'emporter. L'internationalisation de l'économie, sensible depuis longtemps dans certaines régions (le Nord, par exemple), s'est partout imposée, et pas seulement en ce qui concerne les problèmes agricoles à quoi la presse française est dans son ensemble très attentive. Ce sont toutes les activités productives qui sont situées dans la compétition internationale. Mais le trait le plus net de l'évolution des dix dernières années est, simultanément avec la croissance de l'information internationale, la montée

³ Une étude importante sur l'information économique dans la PQR avait été réalisée en 1983 par le laboratoire IRPEACS-CNRS et présentée lors de journées de travail du groupement des rédacteurs en chef de la PQR en décembre 83 à Ecully. La base méthodologique de ce travail est celle que nous avons poursuivie depuis sur cette question.

très forte de l'information régionale, comme si la véritable identité régionale était en fait économique.

Certes, le rubricage de ces informations n'est pas partout identique : une tendance forte cependant pousse à organiser cette information dans une rubrique régionale et à abandonner la dilution du fait régional dans le local. Mais c'est surtout la distinction des thèmes privilégiés qui est à retenir. Sans doute l'agriculture avait-elle toujours été favorisée au niveau régional, surtout dans l'ouest et les régions viticoles, fruitières ou laitières, mais ce niveau régional est dominant actuellement dans les questions d'aménagement du territoire, ce qui semble tout à fait naturel puisque la création même des régions lui est liée. Plus original est le fait que la région est depuis 1982 un lieu régulier l'information sur les problèmes éducatifs, la nation ne l'emportant que pour des débats épisodiques. Enfin, la région apparaît de plus en plus comme le lieu idéal d'appréhension des problèmes locaux, la tendance étant sur ce point assez forte de gommer un peu le niveau du département. On doit en trouver une raison majeure dans le fait que l'économie est un lieu privilégié d'intervention des journalistes, et d'effort rédactionnel particulier; Le développement très important des signatures dans ce domaine, au cours des années 80 en est un signe très net. On pourrait même imaginer sans mal que la montée de la compétence des journalistes en matière économique et leur investissement très net est symétrique de la baisse de leur curiosité en matière de culture.

Pourtant la décentralisation n'a que fort peu poussé à intégrer l'économie dans le vécu quotidien, comme le montre la faiblesse durable de la cooccurrence des thèmes économiques et sociaux, chômage exclu, bien sûr (mais ce thème est nettement privilégié au niveau national). En fait le défaut majeur de cette presse qui traite bien mieux de la Bourse ou du Budget qu'il y a 20 ans, c'est que, ne prenant pas vraiment conscience du phénomène urbain dans sa spécificité, elle ne parvient toujours pas, ou du moins parvient mal, à saisir les pratiques économiques dans la vie quotidienne.

C'est sur ce dernier point que l'on peut conclure parce qu'aucun secteur de l'information n'a bénéficié d'autant d'attention depuis 20 ans que l'activité économique. Et, pas plus sur ce point que sur les autres la ville ne paraît avoir été visée en tant que telle ou comme le bon niveau de saisie de l'information. Il y a donc un paradoxe : si la ville en tant qu'ensemble immobilier, objet d'incessantes transformations, est omniprésente dans le journal, c'est encore une fois la seule visibilité de la ville comme

objet de regard qui semble privilégiée, au détriment des gens qui y vivent, y travaillent, et y meurent. Et comme le constat est à peu près général, on ne peut incriminer la ligne éditoriale de tel ou tel journal. Il faut donc croire que le journal, très à l'aise avec de petits groupes sociaux, capable de s'adapter avec aisance aux modifications de la vie politique et de l'activité économique dans son ensemble, ne parvient pas à rendre compte de la complexité du phénomène urbain contemporain, et que, ne pouvant saisir la multiplicité des réseaux qui la font vivre et changer, privilégie son image à son fonctionnement, et préfère mettre en valeur son patrimoine restauré ou les plans de son avenir, plutôt que de tenter une construction originale de l'ensemble de ses mutations.